

Résumés

Promouvoir la durabilité et l'innovation bleues

ANDERS KJELLMAN ET MAGNUS LINDBERG

Cet article vise à présenter un modèle théorique de l'innovation dans l'économie bleue, en s'appuyant sur des données issues de projets récents et de recherches antérieures afin d'identifier les principaux facteurs éducatifs qui contribuent au succès de l'entrepreneuriat durable et à la formation à l'innovation dans le domaine de l'économie bleue. En s'appuyant sur des études antérieures portant sur les facteurs qui favorisent la volonté de devenir entrepreneur, nous adoptons une approche de recherche qualitative afin de définir les fondements théoriques des facteurs qui incitent tant les chefs d'entreprise que les étudiants à co-crée et à innover dans le cadre de l'économie bleue. Nos observations s'appuient sur des projets européens, plus ou moins réussis, menés dans la région de la mer Baltique. La question de l'innovation et des facteurs éducatifs influant sur les résultats concrets est extrêmement complexe. Sur la base de nos observations, nous avons élaboré un modèle d'innovation en matière d'économie bleue, que nous utilisons pour analyser les projets relevant de ce domaine. Les résultats indiquent que les facteurs communs aux projets d'économie bleue les plus résilients sont les suivants : (1) l'accès au financement, (2) un chef d'équipe motivé et (3) la connaissance de solutions résilientes et durables. Nous constatons qu'il est nécessaire de mener des recherches supplémentaires sur la manière de former à la fois les étudiants et les gestionnaires à la prise en compte du développement durable. Une piste à explorer consiste à intégrer certains des 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies dans chaque cursus universitaire. La nouveauté de cet article réside dans le cadre théorique qui sous-tend les facteurs influençant les choix individuels en matière d'entrepreneuriat bleu durable et les innovations potentielles dans le domaine de l'économie bleue.

Mots clés : économie bleue, enseignement supérieur, innovation, facteurs clés de réussite

IJEMS 19 (1): 7–29

Optimisation du stockage des conteneurs dans les ports méditerranéens : le cas de l'Algérie

MUSTAPHA ANWAR BRAHAMI, AMINA OUHOUD

ET IKRAM KOUIDER

[194]

La gestion efficace des zones de stockage dans les terminaux à conteneurs constitue un enjeu stratégique majeur pour les ports maritimes modernes. Cet article se concentre sur l'optimisation du stockage des conteneurs, avec l'objectif principal de réduire les manœuvres de réorganisation (ou mouvements improductifs), définies comme les déplacements supplémentaires des conteneurs situés au sommet d'une pile, qui bloquent l'accès à un autre conteneur situé en dessous et nécessitant d'être récupéré. La réduction de ces mouvements améliore non seulement les performances opérationnelles, mais contribue également à diminuer la consommation d'énergie des équipements de manutention, renforçant ainsi la durabilité environnementale des infrastructures portuaires. Nous proposons une formulation mathématique originale du problème de stockage des conteneurs (CSP), qui prend en compte les dates de départ des deux niveaux supérieurs de chaque pile de conteneurs afin d'anticiper et de réduire le nombre de réorganisations. Le problème étant « NP-difficile », nous développons une approche de résolution hybride combinant des méthodes de résolution exacte pour les instances de petite taille et une métaheuristique basée sur le recuit simulé pour les instances plus grandes et plus complexes. Notre méthode est testée sur une étude de cas réelle concernant le port algérien de Ghazaouet, situé sur la rive sud de la mer Méditerranée, qui sert de plaque tournante clé dans le commerce euro-méditerranéen. Les résultats expérimentaux montrent que l'algorithme de recuit simulé proposé est capable de produire des solutions de haute qualité dans des délais de calcul très raisonnables.

Mots clés : mer Méditerranée, stockage de conteneurs, réduction des manœuvres, durabilité, recuit simulé, port de Ghazaouet

IJEMS 19 (1): 31–54

Développement de plateformes locales d'enseignement de l'anglais langue étrangère dans l'enseignement supérieur algérien : une analyse SWOT du projet El@n Erasmus+ CBHE à l'Université de Tlemcen

YOUCEF MESSAOUDI

La transformation numérique de l'enseignement supérieur a profondément remodelé l'enseignement et l'apprentissage des langues étrangères, en particulier depuis la pandémie de COVID-19. En Algérie, le projet El@n Eras-



mus+ « Renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur » (CBHE) a été l'un des principaux moteurs de cette transformation, visant à renforcer les capacités des universités en matière d'apprentissage en ligne et mixte au niveau des centres de langues. Cet article analyse la faisabilité du développement d'une plateforme locale d'enseignement de l'anglais langue étrangère (EFL) à l'Université de Tlemcen à travers un cadre SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces). Neuf enseignants d'anglais et le directeur du Centre d'enseignement intensive des langues (CEIL) ont été interrogés, et vingt-cinq étudiants ont complété des questionnaires. Le modèle de diffusion de l'innovation de Rogers (2003) – en particulier les attributs de compatibilité, de complexité et d'observabilité – a guidé l'interprétation des résultats. Les résultats révèlent un fort enthousiasme institutionnel et une bonne adéquation avec la politique nationale, mais aussi des faiblesses persistantes en matière de formation et d'infrastructure. La discussion finale met en évidence les implications pratiques pour les universités algériennes à la recherche de réseaux d'apprentissage en ligne durables et de plateformes adaptées au contexte local.

[195]

Mots clés : CBHE (Renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur), Erasmus+, TIC, SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces), TEFL (Enseignement d'anglais langue étrangère)

IJEMS 19 (1): 55–76

L'OTAN suffit-elle? Le point faible de la Slovénie et la voie vers l'autonomie : entre redondance stratégique et neutralité

LUKA JURI

Cette étude commence par analyser la stratégie de sécurité de la Slovénie à travers son adhésion à l'OTAN, en s'attachant tout particulièrement à déterminer si la voie de l'OTAN reste la meilleure option. En examinant les documents stratégiques officiels, les travaux universitaires et les études de cas portant sur des pays européens neutres, l'étude met en évidence l'absence de plans d'urgence en dehors du cadre de l'OTAN. L'étude examine les aspects juridiques, politiques et géographiques des garanties de sécurité, les risques d'implication dans des conflits menés par les alliés et les avantages potentiels d'une position autonome. Compte tenu de la reconfiguration plus large des relations transatlantiques et du débat sur l'autonomie stratégique de l'UE, cet article expose les opportunités et les vulnérabilités de la stratégie actuelle de la Slovénie en explorant des scénarios possibles, allant du statu quo à la neutralité. Les conclusions suggèrent de réfléchir activement à des options de « plan B » misant sur la redondance stratégique dans un paysage mondial imprévisible, dans le but de préserver les intérêts nationaux, ce qui

vaut pour la Slovénie et d'autres pays se trouvant dans une situation géopolitique similaire, tels que la République tchèque ou la Macédoine.

Mots clés : stratégie globale de la Slovénie, O T A N, neutralité, redondance stratégique, P E S C O, défense

[196] I J E M S 19 (1): 77–112

Le cadre du « Trust Portfolio » : une revue systématique de la littérature sur les stratégies de renforcement de la confiance visant à surmonter les problèmes de crédibilité dans l'entrepreneuriat social en phase de démarrage

O U A L I D B E N A L L A E T A B D E R R A H M A N M E S S A O U D I

Les entrepreneurs sociaux évoluant dans des environnements où les ressources sont limitées sont confrontés à d'importants déficits de crédibilité qui entravent le soutien des parties prenantes et l'impact social. Contrairement à leurs homologues traditionnels, ils doivent établir une double légitimité pour leur modèle économique et leur mission sociale tout en gérant des contraintes de ressources. L'importance qu'ils accordent à une forte valeur sociale externe dissuade souvent les investisseurs et les talents, tandis que cette double mission engendre une ambiguïté institutionnelle, intensifiant ainsi la concurrence pour des ressources limitées. Cet article examine comment les entrepreneurs sociaux utilisent des stratégies de renforcement de la confiance pour surmonter ces problèmes de crédibilité en phase de démarrage. En intégrant des concepts issus des théories de la signalisation, des institutions, du capital social et du bricolage, nous définissons la confiance comme un concept à plusieurs niveaux, englobant des dimensions inter-organisationnelles et institutionnelles. Nous avons mené une revue systématique de la littérature portant sur 109 articles principalement indexés dans Scopus afin de synthétiser les cadres théoriques et les données empiriques. Notre analyse identifie des stratégies clés : l'ancrage local, les prototypes frugaux visibles, la signalisation stratégique (via des recommandations de tiers), la mesure transparente et la gestion de l'image. Celles-ci opèrent par le biais de mécanismes tels que la réputation transférée, la compétence démontrée, la validation externe, les signaux de responsabilité et la création de sens par les parties prenantes, en s'appuyant souvent sur le capital social. La confiance institutionnelle peut parfois se substituer à la confiance inter-organisationnelle dans l'acquisition de ressources. Pour instaurer efficacement la confiance, il faut adopter une approche multimodale, alliant la démonstration pragmatique de l'impact à l'établissement stratégique de relations. Les entrepreneurs doivent organiser ces efforts de manière séquentielle, en accordant la priorité à la légitimité relationnelle dès



le début, puis à la légitimité commerciale au cours de la phase de croissance, tout en veillant à la cohérence de toutes les communications destinées aux parties prenantes afin d'assurer la stabilité de l'organisation.

Mots clés : entrepreneuriat social, instauration de la confiance, crédibilité, contraintes en matière de ressources, légitimité, théorie des signaux

IJEMS 19 (1): 113–165

[197]

Langues indigènes et préservation durable des langues : le cas de la langue amazighe au Maroc

POLONA OBLAK

La langue, condition essentielle au maintien de l'identité d'une communauté ethnique et fondement de la préservation de sa culture, peut être considérée comme l'élément indispensable qui permet d'accéder au passé invisible de cette communauté et à sa terre ancestrale, jusqu'à la région où elle vit aujourd'hui. Autrefois marginalisée, la langue amazighe est devenue un élément central du paysage linguistique marocain, grâce à une série de mesures innovantes et institutionnelles qui constituent des actions concrètes, tant au niveau institutionnel que sociétal, contribuant activement à la durabilité de la langue. Cet article examine l'intersection entre la politique linguistique et la durabilité de la langue à travers le cas de la langue amazighe au Maroc, en mettant en lumière les stratégies globales mises en œuvre par le pays pour assurer la préservation et la revitalisation de cette langue indigène. Le point focal de cet article est l'exemple concret de préservation durable présenté par l'auteur : un projet impliquant la documentation et la transcription de récits oraux amazighs directement sous forme écrite en cinq langues étrangères, les rendant ainsi accessibles à divers publics internationaux, garantissant que ce patrimoine culturel soit accessible, captivant et transmis de génération en génération. Le cas de l'amazigh démontre que la durabilité linguistique nécessite une approche holistique, combinant le développement d'une écriture, la reconnaissance juridique, l'intégration dans l'éducation, la visibilité publique, l'expansion vers de nouveaux domaines d'utilisation et la documentation des traditions orales. Ces initiatives permettent non seulement de normaliser et de légitimer la langue, mais aussi de l'intégrer dans les domaines public, éducatif et juridique, favorisant ainsi une relation saine et durable entre le peuple amazigh et sa langue.

Mots clés : durabilité linguistique, langue amazighe, tradition orale, langues indigènes, maintenance linguistique

IJEMS 19 (1): 167–191